

Foi. C'est le meilleur moyen, d'abord d'avoir le clergé en tête, et c'est du reste la garantie la plus sûre de succès.

En troisième lieu, que les hommes à autorité et à influence, en dehors de tout esprit de parti, s'intéressent vivement à convaincre nos législateurs et nos gouvernants de prendre à cœur, plus que jamais, les intérêts de l'agriculture et de la colonisation; et cela, encore une fois, au-dessus de toute considération de politique personnelle, ou trop exclusivement industrielle et commerciale. Qu'ils fassent comprendre à nos hommes publics qu'il y a eu certainement jusqu'ici erreur, sinon peut-être quelque chose de plus louche sur ce point vital. Pour se convaincre de cette vérité, il suffit de jeter les yeux sur notre budget canadien, depuis trop longtemps presque vide d'allouances légitimes et nécessaires en faveur de nos intérêts agricoles. Qu'ils fassent comprendre encore à nos hommes publics qu'après ce qui est de leur ressort personnel dans la part qu'ils ont au bon gouvernement de cette province, ils doivent être en outre, à tout autre titre, les premiers à s'intéresser au fonctionnement régulier de tout ce qui se fait en dehors de notre législature et du gouvernement en faveur de l'agriculture et de la colonisation du pays. C'est-à-dire ils doivent être les premiers à patronner les associations, les écoles, les journaux concernant la vie agricole et ses progrès. Battre le fer quand il est chaud est une vieille et bien bonne maxime. Aussi doit-on en faire usage en faveur de notre agriculture. Cette agriculture est aujourd'hui dans la chaleur d'un élan; ne la laissons pas refroidir, si nous voulons profiter des avantages de cette heureuse circonstance pour la rendre prospère et vraiment utile au pays. Et pour cela, agissons, et agissons ferme et fort, c'est-à-dire battons le fer pendant qu'il est chaud.

Une autre question vitale où, il semble, qu'il n'y a plus rien à dire, où tous les plans sont connus, où tous les efforts ont été tentés, où, peut-être, il y aurait plutôt à retrancher qu'à augmenter, c'est la question de l'éducation. Et là aussi il peut paraître aux yeux et aux esprits exercés et observateurs, qu'il y a quelque peu de contradiction dans les idées de ceux qui s'occupent des systèmes à adopter ou à mettre de côté. Et, d'abord, les uns disent qu'il y a trop de collèges et même de maisons quelconques d'éducation. D'autres ne font que chanter la multiplicité des institutions tant anciennes que nouvelles. Ici, on ne veut plus de classisme, là on s'y donne à tout hasard et à tout succès. Ailleurs, on abonde en nouveauté de méthodes ou sans méthode; dans un autre quartier, on tient mordicus à son plan, malgré les vœux et les besoins du pays. Il serait assez facile de faire voir qu'il y a conciliation possible et très-désirable en tout cela, mais ce n'est pas ici le lieu.

Nous ne parlons point de ceux qui semblent vouloir exclure tout l'ordre religieux, hommes et choses, de la participation au grand œuvre de l'éducation nationale. Ce sont des novateurs, élèves d'une mauvaise école, et qui, dans ce pays, pourraient bien être heu-

reusement plus trompés que méchants. Dans tous les cas, il faut répudier leurs idées et combattre fortement leurs tendances; du moins jusqu'à ce qu'ils s'expliquent franchement sur la portée de ces tendances.

Il en est d'autres, en apparence bien moins à craindre, dont le système serait, ce semble, de rendre l'éducation laïque, c'est le nom de la chose, de manière que l'Etat seul, ou le Gouvernement, fit tout fonctionner dans le département de l'éducation. Les hommes, les méthodes, les matières d'enseignement, soit de l'ordre profane, soit même de l'ordre religieux, tout, en un mot, serait placé sous le haute main de l'autorité gouvernementale. Ce système, réduit au terme naturel de ses dernières exigences, l'expérience le prouve depuis bien trop longtemps dans les grands pays, n'a rien de plus rassurant que celui dont les idées et les tendances sautent aux yeux de suite par l'évidence de leur perversité.

Ce système gouvernemental, tel qu'il existe ailleurs, ne rejette pas formellement le prêtre comme tel et même comme instituteur: mais il l'englobe, il le noie, il le contredit au besoin et il élèvera contre son ministère divin, s'il le faut, dans l'intérêt et l'indépendance de la science, dira-t-on, ou plutôt, souvent, dans l'intérêt du gouvernement, autel contre autel, tribune contre tribune. L'Etat reste le grand maître de toute la question, qui est avant tout pourtant morale et religieuse: dans laquelle, par conséquent, le droit et le devoir du prêtre doivent primer comme partout ailleurs dans les choses du même ressort; attendu que dans tout pays chrétien, l'éducation perd jusqu'à son nom sans la part essentielle que doit y mettre le prêtre. Laquelle part va de soi dans le prêtre, sans qu'il ait besoin d'autre appel que celui de son évêque. Il suffit de connaître ce qui s'est passé en France à ce sujet depuis l'établissement universitaire de Napoléon I, pour être parfaitement au fait de ce qui peut résulter de funeste de cette éducation donnée sous le contrôle exclusif de l'Etat.

Espérons qu'il n'en sera jamais ainsi dans notre pays, où tant de principes contraires et contradictoires, constamment en présence par le fait même de notre état social, causeraient les plus grands ravages dans le champ de la véritable doctrine ainsi que dans l'intégrité des mœurs, qui en dépendent essentiellement.

Quant à l'industrie et à ses fâcheux résultats, si une mauvaise direction générale le faisait dominer l'agriculture, nous aurons à en parler plus tard. Venons à quelques détails sur les autres intérêts du jour, tant dans nos propres foyers qu'à l'étranger.

M. Ossaye, bien connu dans le pays pour les services qu'il a rendu à notre agriculture, vient de résumer dans un article de journal d'excellentes vérités contre notre émigration inqualifiable aux Etats-Unis, contre notre fâcheux esprit de jalousie et contre nos idées peu judicieuses au sujet de l'industrie et du commerce; choses fort bonnes assurément quand elles sont mises à leur place et bien réglées. Voici ce qu'il exprime sur le premier de ces défauts:

« Nous l'avons dit cent fois, à propos de la culture